

Service protection animale et environnement
Cité administrative – 24 avenue du 94 ème RI
C.S.50612 55013 BAR LE DUC

Bar-le-duc, le 20/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL FERME SCHAFBUSCH

112 Ferme Schafbusch
67160 Steinseltz

Références : 2026-00154
Code AIOT : 0055500419

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement SARL FERME SCHAFBUSCH implanté au lieu-dit A DIMER à Mouilly (55320). L'inspection a été annoncée le 15/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été doublée d'une visite d'inspection en biosécurité de l'atelier V055AAE dans le cadre du suivi de la charte sanitaire de l'exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL FERME SCHAFBUSCH
- LIEU DIT A DIMER 55320 Mouilly
- Code AIOT : 0055500419
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site produit des poules futures pondeuses dans deux ateliers conduits selon le principe du tout plein-tout vide. Les deux ateliers, de même format, sont chacun autorisés pour 65 000 animaux. Le site dispose d'une fumière avec convoyeurs.

L'atelier V055AAE a été visité complètement ainsi que les équipements communs suivants : ateliers de maintenance, container de stockage de matériels, locaux administratifs. L'ensemble des abords et circulations a été vu. Le second atelier n'a pas été vu pour des raisons de biosécurité.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Élevages Rétention
- PPC

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Prévention incendie	Arrêté Préfectoral du 16/05/2019, article 17	Mise en demeure	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier	Arrêté Préfectoral du 16/05/2019, article 3	Sans objet
2	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 16/05/2019, article 12	Sans objet
3	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 16/05/2019, article 14	Sans objet
4	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 16/05/2025, article 16	Sans objet
6	Prévention ds accidents et des pollutions	Arrêté Préfectoral du 16/05/2025, article 18	Sans objet
7	Prévention des Accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8-II	Sans objet
8	Nature et risques des produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Sans objet
9	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Sans objet
10	Étanchéité des sols et dispositifs de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-1	Traité par un autre point de contrôle

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé lors de la visite d'inspection a mis en évidence des non-conformités sur le respect des prescriptions relatives à l'effectif maximal autorisé, au suivi hebdomadaire de la consommation d'eau, à la tenue du registre des risques et aux plans et cahiers d'épandage des eaux de nettoyage. L'inspection a également constaté l'absence de dispositifs de rétention pour certains produits phytosanitaires et pour la cuve GRV de carburant, ainsi que l'absence de présentation de la réception de la réserve incendie.

L'ensemble des non-conformités ont été levées suite à la communication des justificatifs par l'exploitant, à l'exception de la réception de la réserve incendie.

L'inspection propose dès lors au préfet de mettre en demeure l'exploitant de remédier à la non-conformité concernant la réserve incendie et de transmettre les justificatifs et mesures correctives dans les délais fixés par la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 16/05/2019, article 3
Thème(s) : Élevage, RUBRIQUES ICPE
Prescription contrôlée : [...] Rubriques autorisées: 3660-a : Élevage intensif de volailles avec plus de 40 000 emplacements autorisé pour un effectif de 130 000 emplacements 4718-2 : Gaz inflammable liquéfié de catégorie 1 et 2, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant supérieure ou égale à 6 tonnes mais inférieure à 50 tonnes Présence de 2 cuves de 3,2 tonnes de gaz propane
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les bons de commande des animaux ainsi que le registre de mortalité. Sur la base de ces éléments déclaratifs, l'effectif présent au moment de l'inspection a été évalué par l'exploitant à 130 696 animaux, soit un effectif supérieur à l'effectif maximal autorisé par l'arrêté préfectoral en vigueur. Dans le temps du délai contradictoire, l'exploitant a communiqué les justificatifs de respect des effectifs autorisés. Concernant les deux cuves gaz enterrées, l'exploitant a présenté une attestation de maintenance du fournisseur datée du 06/05/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 16/05/2019, article 12
Thème(s) : Élevage, Exploitation des installations
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles, répertoriées dans le BREF élevages, qu'il a définies dans son dossier de réexamen. Destinées à améliorer les performances environnementales des installations et à réduire leurs effets sur l'environnement, elles reposent sur : [...] - une utilisation rationnelle de l'eau provenant du réseau public, - une réduction de la production et des rejets des eaux résiduaires, [...]
Constats : La consommation en eau dans les ateliers fait l'objet d'un suivi en temps réel, corrélé aux paramètres d'élevage, notamment à la consommation d'aliment. Un dispositif d'alarme permet de détecter toute anomalie liée à une fuite ou à une obstruction des équipements d'abreuvement. L'eau est également utilisée pour les opérations de nettoyage et de désinfection des installations conformément aux exigences sanitaires applicables. .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 16/05/2019, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Programme d'autosurveillance et de suivi
Prescription contrôlée : Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant met en œuvre un programme de surveillance et de suivi. Il adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. Le programme comprend obligatoirement : <ul style="list-style-type: none">- une surveillance au moins annuelle de l'azote total et du phosphore total excrétés par calcul, au moyen d'un bilan massique basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux,- une surveillance au moins annuelle des émissions atmosphériques d'ammoniac et de poussières au moyen d'une estimation basée sur le module de calcul GERE mis à disposition par le ministère en charge de l'environnement pour les déclarations d'émissions polluantes et de déchets,- une surveillance hebdomadaire de la consommation d'eau au moyen de relevés,- une surveillance au moins annuelle de la consommation d'électricité, de combustible, du nombre d'animaux entrants et sortants, y compris décès, de la consommation d'aliments, de la production de fientes et de compost. L'exploitant prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations.
Constats : Le suivi des éléments polluants est réalisé par un prestataire en charge des remontées d'informations effectuées via GERE. Le suivi hebdomadaire de la consommation d'eau n'est pas mis en place. Dans le temps du délai contradictoire, l'exploitant a justifié de la mise en place d'un outil de suivi.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 16/05/2025, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Documents tenus à jour par l'exploitant
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - [...] <ul style="list-style-type: none">- les registres, documents, enregistrements, résultats de vérification et de surveillance exigés par la réglementation applicable aux installations, notamment : <ul style="list-style-type: none">- le registre des risques comprenant notamment les fiches de données de sécurité des produits dangereux, les rapports des contrôles techniques de sécurité (installations électriques, extincteurs, groupe électrogène, installations de stockage de gaz, chauffage..),- le plan d'épandage et le cahier d'épandage des eaux de nettoyage,- les bons de livraison et bordereaux assurant la traçabilité des effluents d'élevage jusqu'à leur épandage,- les registres de consommation d'eau, d'électricité,- les calculs de l'azote total et du phosphore total excrétés par les animaux,- les calculs relatifs à la déclaration annuelle des émissions polluantes et déchets. <p>Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.</p> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.</p>
Constats : <u>Registre des risques</u> Le registre des risques présenté lors de la visite comprend des rapports de contrôles techniques : <ul style="list-style-type: none">- pour les extincteurs en août 2025,- pour le groupe électrogène en novembre 2025,- pour le stockage gaz en mai 2025,- pour les équipements électriques en janvier 2025. <p>En revanche, aucun rapport de vérification du système de chauffage n'a été présenté lors de l'inspection.</p> <p>Dans le temps du délai contradictoire, l'exploitant a justifié de la vérification du réseau de gaz.</p> <u>Documents relatifs à l'épandage</u> Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan d'épandage ainsi que le cahier d'épandage des eaux de nettoyage. Dans le temps du délai contradictoire, l'exploitant a communiqué le cahier d'épandage des eaux de lavage. Les autres effluents sont traités par convention par un autre exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention
Prescription contrôlée : <p>Pour la défense extérieure contre l'incendie, l'établissement dispose d'une réserve d'eau d'au moins 500 m³ mise à disposition selon les termes d'une convention conclue avec le propriétaire du plan d'eau voisin situé sur la parcelle ZA 39. Située à moins de 50 mètres des bâtiments d'élevage, elle est accessible en toutes circonstances.</p> <p>En cas de non-renouvellement de la convention, la défense extérieure incendie est assurée par une réserve d'eau de 240m³ située à moins de 200 mètres des bâtiments et accessible en toutes circonstances. Cette réserve doit être réceptionnée par le service départemental d'incendie et de secours.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs de capacité et de nature différentes appropriés aux risques à combattre et répartis sur le site aux endroits stratégiques :</p> <ul style="list-style-type: none">- extincteurs CO2 de 2 à 6 kg à proximité des armoires électriques,- extincteurs à poudre polyvalente de 6 kg à proximité du groupe électrogène et des stockages de gaz,- extincteurs à eau pulvérisée à chaque extrémité des bâtiments. <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques par un prestataire agréé une fois par an.</p>
Constats : <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter l'attestation de réception de la réserve incendie. Les équipements internes de lutte contre l'incendie sont régulièrement contrôlés le 08/08/2025.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Procéder à la réception de la réserve incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 16/05/2025, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. Les installations électriques et techniques sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou stagiaires. Les bâtiments d'élevage sont équipés d'une alarme asservie à une centrale de pilotage gérée par ordinateur permettant de contrôler les paramètres de fonctionnement de l'élevage. La centrale déclenche une sirène extérieure et prévient l'exploitant par téléphone en cas d'anomalie. L'exploitant assure une surveillance visuelle journalière du site, il vérifie le bon fonctionnement des matériels et assure une maintenance régulière.
Constats : Le site emploie des salariés. Les installations électriques et techniques font l'objet d'une vérification annuelle par un organisme habilité, les rapports correspondants ont été présentés lors de la visite. Les bâtiments d'élevage sont équipés d'une alarme avec report vers l'exploitant, testée en interne chaque semaine. L'exploitant indique assurer une surveillance visuelle quotidienne du site et procéder à une maintenance régulière des équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8-II
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des installations gaz
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion. « Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024. [...] »
Constats : Le plan des installations de gaz est à préciser, les cuves sont identifiées mais on ne retrouve pas les réseaux de distribution internes. Dans le temps du délai contradictoire, l'exploitant a communiqué le plan du réseau gaz.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Nature et risques des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. [...]
Constats : Les fiches de données de sécurité et autres documents relatifs aux produits dangereux présents sur le site sont accessibles en version dématérialisée et ont été consultés lors de l'inspection. Aucun registre des risques n'a été présenté. Dans le temps du délai contradictoire, l'exploitant a justifié de la présence des fiches de sécurité des produits utilisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9: Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2025, Pollution
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>I. Tout stockage « en réservoir » de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs « enterrés placés en fosse. » L'exploitant veille au bon état des rétentions. » Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> <p>II. Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand récipient ;- 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients. Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022.
Constats : <p>L'exploitant dispose d'un groupe électrogène. Lors de la visite, l'inspection a pu contrôler le groupe, dont le socle, intégré au groupe, fait office de bac de rétention. Celui-ci est intact et a fait l'objet d'une maintenance le 13/11/2025.</p> <p>Le local technique accueillant les produits phytosanitaires a été contrôlé. Aucun produit n'est stocké sur bac de rétention.</p> <p>Dans ce même local, une cuve type GRV contenant du carburant pour le matériel agricole est disposée sur palette en bois. Aucun dispositif de rétention n'est associé à cette cuve. Une fuite ou un écoulement de carburant a été observé sur le sol, avec présence de produit absorbant.</p> <p>Dans le temps du délai contradictoire, l'exploitant a justifié de la mise en place d'une cuve à double paroi pour le stockage du carburant ainsi que de la pose de rétentions adaptées sous les produits dangereux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Étanchéité des sols et dispositifs de stockage d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Préservation de la pollution des sols
Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Les eaux souillées sont collectées dans des cuves dédiées qui sont vidées et épandues lors des opérations de nettoyage/désinfection. Les effluents traités par convention ne mentionnent pas l'épandage des eaux souillées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Procéder à la mise en place d'un plan d'épandage pour les eaux souillées. Ce point est traité au point n° 4, article 16 de l'arrêté Préfectoral du 16/05/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

